



Mardi 7 décembre 1971,
à 20 h 40

Documents officiels

NEW YORK

Président : M. Narciso G. REYES (Philippines).

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social [chapitres III à VII, VIII (sections A à E), IX à XIV, XXI et XXII] (suite) [A/8403 et Add.1 (quatrième et cinquième parties); A/C.2/L.1199/Rev.1, A/C.2/L.1206, A/C.2/L.1216]

1. M. ABHYANKAR (Inde) note que quelques délégations semblent avoir été consternées par le grand nombre des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1199/Rev.1 et ont émis des doutes quant à son sérieux. De l'avis de la délégation indienne, leur inquiétude n'est pas fondée. Leur argument selon lequel la résolution, ayant été appuyée par de nombreux pays, n'engageait que le Groupe des Soixante-Dix-Sept revient non seulement à préjuger la question mais à mettre en question la tradition des délibérations à l'ONU. Le projet de résolution n'est pas seulement une déclaration du Groupe des Soixante-Dix-Sept, c'est l'aboutissement d'un débat approfondi à la Commission.

2. Certaines délégations ont déclaré que des problèmes tels que les difficultés de balance des paiements affectent tous les pays et pas seulement les pays en voie de développement. Le thème essentiel du projet de résolution est que la crise monétaire internationale, tout en affectant tous les pays, affecte chacun d'une manière différente, et que les pays en voie de développement, du fait des activités des autres pays, sont particulièrement touchés. De même, plusieurs délégations ont affirmé que, si les difficultés de balance des paiements ont amené certains pays à prendre des mesures correctives à court terme, il ne faudrait pas leur en tenir rigueur, parce que tous les pays font face à de telles difficultés. Mais le monde a fait l'expérience, dans les années 30, de certaines mesures qualifiées par l'économiste Joan Robinson de politique consistant à faire payer les autres qui ont conduit à l'élaboration du système de Bretton Woods. L'un des principaux défauts de ce système est de ne pas tenir suffisamment compte des besoins des pays en voie de développement; c'est pourquoi il faut mettre au point un système nouveau et plus satisfaisant.

3. M. RAMIREZ-OCAMPO (Colombie) dit que le débat sur le projet de résolution a clairement montré la nécessité d'une réforme du système monétaire international. Il faut espérer que l'ordre nouveau qui sortira de la crise financière actuelle favorisera expressément le développement, qu'il impliquera l'élaboration des critères appropriés et l'établissement des mécanismes institutionnels nécessaires.

4. A part le représentant du Canada, qui a fait preuve d'une attitude constructive, presque tous les orateurs qui ont participé au débat, et en particulier les représentants des pays développés, ont soigneusement évité d'aller au fond du problème. Plusieurs ont prétendu que la Commission n'est pas la tribune voulue pour examiner en détail la situation monétaire ou pour parvenir à une décision sur les questions en jeu. Or, l'ONU a fréquemment consacré son attention à de tels problèmes. Le paragraphe 52 de la Stratégie internationale du développement se réfère expressément à l'établissement d'un lien entre l'attribution de nouveaux instruments de réserve et l'octroi de crédits de développement supplémentaires aux pays en voie de développement. Le Conseil du commerce et du développement a récemment pris une décision relative à la situation monétaire internationale. La CNUCED a publié un document¹ sur les problèmes monétaires internationaux et les pays en voie de développement dans lequel les experts compétents soulignent que le système monétaire international existant n'est pas le meilleur moyen d'accélérer le développement des pays en voie de développement. Récemment, le Conseil économique et social a également examiné la question. Il est donc clairement établi que l'ONU et son organe suprême, l'Assemblée générale, sont habilités à examiner des questions monétaires.

5. D'aucuns ont affirmé que le projet de résolution n'est pas un document sérieux, et pourtant, il constitue le résultat d'une série de réunions d'experts de haut niveau en Amérique latine et, plus concrètement, de la réunion du Groupe des Soixante-Dix-Sept, qui a examiné les thèses présentées par les divers groupes régionaux.

6. On n'entend pas, dans le paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution, aborder tous les aspects d'une réforme du système monétaire international, mais seulement énoncer un nombre de considérations et de principes directeurs. Ce paragraphe a pour objet d'éviter que les grandes décisions sur des problèmes monétaires intéressant les pays en voie de développement continuent d'être prises sans qu'ils soient consultés.

7. La délégation colombienne regrette de ne pas pouvoir accepter l'amendement de la délégation italienne (A/C.2/L.1216). Comme il est manifeste qu'en fait l'autorité du FMI n'a pas été suffisante pour maintenir l'ordre existant et que c'est le pays sur la stabilité duquel tout le système repose qui est à l'origine de la crise actuelle, cet amendement, s'il était adopté, modifierait complètement la signification du paragraphe 4.

¹ Publication des Nations Unies, numéro de vente : 66.II.D.2.

8. On ne peut nier que le projet de résolution reflète une attitude politique. Les 91 pays en voie de développement ont décidé de faire abstraction de différences géographiques, idéologiques, religieuses, raciales et politiques de tous genres pour se mettre d'accord sur un texte qui réunit le plus grand nombre de coauteurs jamais enregistré dans l'histoire de l'ONU. Les deux tiers de la population mondiale ont examiné leur situation et ont décidé de la changer. Certaines délégations se plaignent de ne pas avoir été consultées comme il convenait, mais elles doivent se rappeler que pendant 30 ans les pays en voie de développement ont eu à accepter des décisions monétaires sans être consultés ou même être admis à participer aux discussions. Du moins, dans le cas présent, on a eu largement l'occasion d'examiner les questions.

9. M. DE RIVERO (Pérou) dit que le projet de résolution est clairement du ressort de l'Assemblée générale. En traitant de la crise monétaire, que les manœuvres des spéculateurs financiers ont portée à son comble, il dit qu'il est inadmissible que les décisions soient prises par un petit groupe de pays sans consultation des pays les plus touchés. La crise a été causée principalement par l'action d'un seul pays qui a abusé de son prestige financier et qui a pris des mesures d'une grande portée sans en avoir moralement le droit. Si les Etats-Unis s'étaient conformés aux règles du jeu, ils auraient simplement dévalué leur monnaie. Or ils ont refusé de le faire, en alléguant que leur commerce est fondé sur une parité fixe de 35 dollars l'once d'or. Etant donné la double fonction du dollar, qui est à la fois monnaie nationale et monnaie internationale, l'action des Etats-Unis a eu pour effet de forcer les autres pays à subir les conséquences de la crise. Il est essentiel de tenir compte, dans toute tentative pour restaurer un ordre monétaire international satisfaisant, des intérêts de l'ensemble des membres de la communauté économique.

10. M. de Rivero appelle ensuite l'attention sur les diverses considérations et principes directeurs figurant au paragraphe 4, qui font une contribution constructive à la solution de la crise.

11. Se référant à la déclaration du représentant de l'Union soviétique, qui a dit que sa délégation serait forcée de s'abstenir lors du vote sur le projet de résolution parce qu'on n'y trouvait pas une condamnation suffisamment ferme, M. de Rivero souligne que le fait, pour 91 pays en voie de développement, de s'être efforcés, en rédigeant le texte, d'arriver à un consensus général, marque un progrès notable qui devrait leur mériter un maximum d'appui. Il lance un appel aux délégations des pays à économie planifiée pour qu'ils tiennent compte des circonstances dans lesquelles le texte a été élaboré et ne refusent pas leur appui.

12. L'Assemblée générale constitue l'organe économique principal et devrait donc refléter l'opinion de la majorité de la communauté mondiale. Cette opinion, qui est exprimée dans le projet de résolution, a été qualifiée de chauvine. Pourtant, les auteurs ne s'efforcent pas d'obliger un groupe quelconque de pays à partager leurs vues. Il est clair que le Groupe des Dix manifeste une forte opposition au sujet de cette question, mais aucune contre-proposition n'a été formulée. En présentant leur projet, les auteurs ont espéré

que les pays développés l'accepteraient à l'unanimité, puisqu'il ne vise pas à détruire le système monétaire existant mais seulement à esquisser les moyens de trouver une solution à la présente crise. Les événements ont déçu ces espoirs, mais il est temps que l'Assemblée générale passe à l'action.

13. M. CARANICAS (Grèce) dit que la situation monétaire internationale actuelle est sans précédent. Même les membres du Groupe des Dix reconnaissent que les décisions pour remédier à la situation doivent être prises au niveau politique et que l'Assemblée générale, en tant qu'organe politique, est pleinement compétente pour adopter une résolution en la matière. Certes, le projet de résolution, notamment les alinéas du paragraphe 4, traitent de questions techniques que la Commission n'est pas habilitée à examiner en détail. Néanmoins, elle doit reconnaître que tout le climat monétaire est différent de ce qu'il était par le passé. Le monde a adopté un système flottant où les valeurs monétaires sont soumises simultanément aux forces d'échange du marché et à l'intervention directe des banques centrales; les autorités nationales achètent et vendent des devises pour éviter que les influences monétaires n'aient un effet défavorable sur la situation économique interne; parmi les pays développés, seul le Canada fait exception. La communauté internationale se trouve placée devant les problèmes complexes posés par le réaligement des monnaies, l'inflation générale, les liquidités internationales, le rôle de l'or, le rôle et la convertibilité du dollar, ainsi que l'avenir des droits de tirage spéciaux (DTS).

14. La Grèce, petit pays au développement rapide, est tributaire, dans une large mesure, des transactions externes. En raison de l'inflation que connaissent les grandes nations industrielles, elle doit payer davantage pour ses importations, notamment de biens d'équipement. Elle craint que la crise n'ait pour effet de réduire le volume des échanges commerciaux et des transports maritimes dans le monde et qu'il s'ensuive une récession générale. La préoccupation de la Grèce se retrouve dans la plupart des pays en voie de développement. Dans ce contexte, il faudrait que les grandes puissances méditent sur leurs responsabilités envers les pays en voie de développement. Etant donné l'importance économique des premières, l'efficacité de l'ensemble du système international dépend avant tout des politiques suivies par ces pays, et ces politiques exercent en même temps une forte influence sur les économies des nations en voie de développement. Dans l'intérêt des nations petites ou faibles, il faut, dès que possible, parvenir à une forme ou une autre de stabilité monétaire. Le maintien d'un système bien agencé de paiements et d'échanges commerciaux internationaux constitue la meilleure garantie d'un développement économique continu. Les pays en voie de développement ont, en outre, un intérêt particulier en ce qui concerne la répartition des DTS; il est significatif qu'au cours des derniers mois le volume des opérations sur les DTS ait dépassé celui des ressources ordinaires du Fonds monétaire international. Les DTS seront peut-être appelés à jouer à l'avenir le rôle d'avoirs de réserve. Le "guichet de l'or" des Etats-Unis étant fermé et la position du dollar, en tant que monnaie de réserve, se trouvant compromise, les DTS, garantis par l'or, bénéficiant de l'appui collectif des principales monnaies et universellement acceptés par tous les participants au FMI, pourraient assumer de nouvelles

fonctions dans le contexte des paiements et des réserves internationales. L'alinéa e du paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution A/C.2/L.1199/Rev.1, relatif à la création d'un lien entre les droits de tirage spéciaux et les ressources supplémentaires pour le financement du développement, est également pertinent dans ce contexte. Il faudrait que les DTS remplissent la fonction de mécanisme d'intervention. Les aspects techniques du problème pourront être résolus si les pays sont animés de la volonté politique nécessaire. Si les banques centrales des pays industriels acceptaient dorénavant de n'acheter et ne vendre leur propre monnaie que contre des DTS, le système monétaire international continuerait de fonctionner comme par le passé, lorsque ces banques achetaient et vendaient leur propre monnaie contre des dollars. La seule différence importante serait que, le taux du dollar n'étant plus déterminé par les interventions en dollars effectuées par les autres autorités monétaires, les Etats-Unis devraient intervenir eux aussi sur le marché des changes et, par conséquent, financer des déficits éventuels en vendant des DTS sur ce marché. Ils disposeraient de la sorte d'une méthode efficace pour changer la valeur nominale du dollar, simplement en changeant le taux auquel ils sont prêts à acheter et à vendre leur monnaie contre des DTS. Avant le 15 août, les Etats-Unis n'avaient traité qu'avec l'or et ne disposaient pas d'une telle méthode pour changer la parité du dollar par rapport aux autres monnaies; tout ce qu'ils pouvaient faire était de changer le prix de l'or en fixant de nouveaux prix pour l'achat et la vente de celui-ci. Il est donc de l'intérêt des Etats-Unis et des autres pays industriels à économie de marché ainsi que des pays en voie de développement de favoriser le système des DTS.

15. La CNUCED a récemment publié un rapport² dans lequel elle indique que les nations riches pourraient réduire leurs problèmes monétaires en dirigeant vers les pays pauvres des ressources financières nouvellement créées pour qu'ils puissent acheter davantage de produits du monde industriel. Les échanges commerciaux avec les pays en voie de développement pourraient contribuer à résoudre la crise monétaire internationale. Il faudrait envisager d'aider les pays industrialisés à constituer, dans leurs échanges commerciaux avec les pays en voie de développement, des excédents destinés à l'exportation, ce qui contribuerait à contrebalancer les déséquilibres enregistrés dans leur commerce, entre eux. D'après le rapport, le moyen de permettre aux pays en voie de développement d'acheter davantage de biens aux pays industriels est d'établir un lien entre les DTS et le financement du développement. Peu de progrès ont été accomplis dans ce sens; le Fonds monétaire a été invité à entreprendre une nouvelle étude mais il ne l'a pas encore fait, ce qui n'est guère surprenant, étant donné la complexité du problème. D'une certaine manière, les DTS équivalent seulement à un trait de plume qui crée quelque chose à partir de rien. Néanmoins, leur valeur est fixe par rapport à l'or, et ils rapportent des intérêts à ceux qui les détiennent; il faut tout faire pour éviter de les rendre moins facilement acceptables, pour ne pas risquer de voir la création du lien nécessaire avec le financement du développement ajournée indéfiniment.

16. Des objections ont été élevées contre la prochaine réunion du Groupe des Dix les 17 et 18 décembre, motif

pris de ce que, comme il est dit à l'alinéa a du paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution, toutes les parties intéressées devraient participer pleinement au processus de prise de décision. De l'avis de la délégation grecque, cette participation est en effet indispensable si l'on veut réformer tout le système monétaire international à la base. Mais il n'est pas nécessaire, cependant, que les pays en voie de développement participent à la réunion du Groupe des Dix, car leur monnaie n'exerce pas une grande influence sur les marchés internationaux des changes. Dans l'immédiat, il faut conclure un premier accord et ne pas élaborer un autre système de Bretton Woods. Au nombre des questions qu'il faut examiner, figure la surtaxe à l'importation imposée par les Etats-Unis, qui ne pourrait se justifier que comme moyen de marchandage. Le réaligement des principales monnaies internationales intéresse les pays en voie de développement, puisque les pays latino-américains aligneront sans doute leur monnaie sur le dollar, de même que les pays du Moyen-Orient, tandis que les pays d'Extrême-Orient aligneront la leur à la fois sur le dollar et sur le yen et les pays d'Afrique la leur sur celles de la Communauté économique européenne. Il est probable que les blocs commerciaux serviront de solution provisoire à la situation actuelle à moins que les Etats-Unis ne prennent des mesures positives. L'époque où le monde était dominé par deux superpuissances touche à sa fin et, après les discussions à la troisième session de la CNUCED, la formation de blocs commerciaux par les pays en voie de développement permettra de répartir la puissance économique de façon plus heureuse.

17. L'alinéa g du paragraphe 4 du dispositif soulève la question du nombre de voix au Fonds monétaire, autrement dit de la démocratisation de sa structure. Cette question est moins urgente que le réaligement des monnaies et la participation des pays en voie de développement au processus de prise de décision, et le soin de la résoudre devrait être confié en partie à la troisième session de la CNUCED et en partie au Fonds, en sa qualité d'organe intéressé. Il ne faut pas oublier qu'au Conseil des gouverneurs du Fonds, chaque membre disposant d'une voix, les pays en voie de développement pourraient parvenir à leurs fins et restructurer le Fonds.

18. Le représentant de la Hongrie a déclaré à juste titre que le système monétaire international actuel n'était pas équilibré. Il a également affirmé qu'il était inutile d'essayer de le rétablir et qu'il fallait aborder la question sous un angle totalement nouveau, mais il n'a pas précisé comment. Pour les pays à économie de marché, la seule possibilité consistait à réformer le système actuel. Le système de Bretton Woods visait à établir une plus grande stabilité des taux des changes et la liberté en matière de politique intérieure et, s'il se fondait sur la situation des années 30, qui n'existe plus, il a constitué un instrument extrêmement utile pendant 25 ans. Le commerce et la production mondiale ont connu une expansion sans précédent tandis que le niveau de vie n'a cessé de s'élever, notamment dans les pays développés. C'est précisément cette expansion qui a montré la nécessité de réajuster le système à la base. Pendant des années, le dollar a été maintenu artificiellement à un taux élevé, ce qui a placé les Etats-Unis dans une situation insoutenable. Nombre de pays développés ont critiqué le déficit de la balance des paiements des Etats-Unis

² TD/B/C.3/98.

et finalement, quoique tardivement, les Etats-Unis ont affronté la réalité et soustrait le dollar au fardeau écrasant de la surévaluation. La situation actuelle ne constitue donc pas nécessairement un désastre mais un nouveau défi pour la communauté internationale à laquelle elle donne l'occasion de créer un nouveau système qui serait caractérisé par une plus grande participation des pays en voie de développement, des marges plus larges d'ajustement des monnaies et un rôle plus efficace du Fonds monétaire international et de l'Organisation des Nations Unies.

19. La délégation grecque espère que la Commission pourra adopter à l'unanimité une résolution sur la situation monétaire internationale et le projet de résolution A/C.2/L.1206 constitue à son avis la meilleure chance d'y parvenir. On pourrait, le cas échéant, le modifier de manière à mentionner tout particulièrement la Déclaration de Lima. Mais si ce n'est pas possible, M. Caranicas espère que les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1199/Rev.1 feront un effort pour donner satisfaction à ceux qui ont proposé des modifications ou qui désirent discuter le paragraphe 4 en vue d'approuver ce projet à l'unanimité.

20. M. OSMAN (Soudan) déclare que sa délégation est indignée d'apprendre qu'un certain nombre de délégations ne croient pas que le projet de résolution A/C.2/L.1199/Rev.1 puisse être considéré comme une proposition sérieuse. Les décisions de l'Assemblée générale sont prises conformément à la Charte et au règlement intérieur. En vertu de l'article 84, chaque membre de l'Assemblée générale dispose d'une voix, et l'article 85 précise que les décisions sur les questions importantes sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents et votants. Ces articles découlent des dispositions de l'Article 18 de la Charte, et il n'est question ni dans la Charte ni dans le règlement intérieur de décision "authentique" ou "sérieuse" de l'Assemblée générale. Chacun des Etats Membres a le droit de voter contre une proposition quelle qu'elle soit, mais en tant que signataire de la Charte il doit considérer cette proposition — si elle est adoptée — comme étant une décision de l'Assemblée générale.

21. Pour assurer l'adoption du projet de résolution, il suffit aux auteurs de proposer la clôture du débat et un vote immédiat. Néanmoins, ils tiennent à préciser que les grandes puissances économiques ne peuvent, à l'Assemblée générale, considérer les vues des pays en voie de développement avec autant de légèreté qu'elles le font dans d'autres organes. La puissance économique ne peut être assimilée à la puissance politique, et toute évolution dans ce sens compromettrait gravement l'avenir de l'Organisation des Nations Unies. Le fait que certaines puissances déclarent que, si elles n'appuient pas un projet de résolution, celui-ci n'est pas authentique, peut certes compromettre l'avenir de l'Organisation des Nations Unies. La délégation soudanaise croit fermement que la responsabilité doit aller de pair avec la puissance. Les membres du Groupe des Soixante-Dix-Sept sont pleinement conscients des voix dont ils disposent; cependant, ils se sont toujours efforcés, dans toute la mesure possible, de parvenir à un accord par voie de négociation. Lorsque le système monétaire international est en cause, leurs intérêts vitaux sont en jeu et ils ne sauraient consentir à un règlement conclu par le Groupe des Dix, qui ne ferait que servir les intérêts de ce dernier et

serait ensuite présenté aux pays en voie de développement comme un fragile compromis qui doit être accepté. Le FMI fonctionne actuellement dans le vide depuis que le mécanisme établi à Bretton Woods a été brisé par la décision des Etats-Unis d'Amérique de suspendre la convertibilité. Aux termes de l'alinéa *d* du paragraphe 4 du dispositif, il est demandé de reconnaître la souveraineté des pays en voie de développement en augmentant les voix dont ils disposent au Fonds monétaire international. Leurs intérêts vitaux sont en jeu, et ils les défendront vigoureusement. Dans la situation présente, les intérêts nationaux étroits de la minorité sont incompatibles avec les intérêts de l'ensemble de la communauté internationale.

22. Afin de tenir compte des vues exprimées par le représentant des Pays-Bas et d'autres délégations, les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1206 ont accepté d'y inclure les textes ci-après après le premier alinéa du préambule : "*Prenant acte* de la résolution 26.9 du Fonds monétaire international," et "*Rappelant* les résolutions 1627 (LI) et 1652 (LI) du Conseil économique et social concernant la situation monétaire internationale,".

23. Le représentant du Royaume-Uni a émis l'avis que le projet de résolution A/C.2/L.1206 pourrait fort bien remplacer le projet de résolution A/C.2/L.1199/Rev.1. Telle n'a pas été l'intention de ses auteurs, qui soulignent tout simplement que le réaligement des monnaies devrait être considéré comme une mesure initiale à prendre immédiatement, en attendant une réforme de l'ensemble du système monétaire international. En outre, la délégation soudanaise rejette l'idée qu'il devrait y avoir un lien conditionnel entre le réaligement des monnaies et l'élimination de la surtaxe à l'importation. Il existe un lien entre ces deux faits, mais qui n'est pas conditionnel : le projet de résolution A/C.2/L.1206 reflète les vues de la délégation soudanaise à ce propos.

24. Le PRÉSIDENT invite les membres de la Commission à voter sur l'amendement de la délégation italienne (A/C.2/L.1216).

Par 68 voix contre 20, avec 6 abstentions, l'amendement est rejeté.

25. Le PRÉSIDENT invite les membres de la Commission à voter sur le projet de résolution A/C.2/L.1199/Rev.1.

26. M. McCARTHY (Royaume-Uni) demande la division sur les cinquième et septième alinéas du préambule, sur le maintien des mots "avec des marges étroites de fluctuation" à l'alinéa *c* du paragraphe 4 du dispositif, et sur les alinéas *e*, *f* et *g* du même paragraphe.

27. M. CAVAGLIERI (Italie) demande la division sur l'alinéa *b* du paragraphe 4 du dispositif.

28. M. VIAUD (France) déclare qu'il votera pour l'alinéa *d* du paragraphe 4 du dispositif en cas de vote séparé. Néanmoins, il n'insistera pas pour que cet alinéa soit mis aux voix séparément.

Par 79 voix contre 6, avec 11 abstentions, le cinquième alinéa du préambule est adopté.

Par 69 voix contre 13, avec 14 abstentions, le septième alinéa du préambule est adopté.

Par 74 voix contre 4, avec 17 abstentions, l'alinéa b du paragraphe 4 du dispositif est adopté.

Par 68 voix contre 8, avec 21 abstentions, les mots "avec des marges étroites de fluctuation" sont maintenus à l'alinéa c du paragraphe 4 du dispositif.

Par 70 voix contre 15, avec 14 abstentions, l'alinéa e du paragraphe 4 du dispositif est adopté.

Par 67 voix contre 17, avec 14 abstentions, l'alinéa f du paragraphe 4 du dispositif est adopté.

Par 65 voix contre 15, avec 17 abstentions, l'alinéa g du paragraphe 4 du dispositif est adopté.

Sur la demande du représentant du Chili, il est procédé au vote par appel nominal sur l'ensemble du paragraphe 4 du dispositif.

L'appel commence par le Soudan, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour : Soudan, Souaziland, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Afghanistan, Algérie, Argentine, Bahreïn, Barbade, Brésil, Birmanie, Cameroun, République centrafricaine, Ceylan, Chili, Colombie, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Dahomey, Equateur, Egypte, El Salvador, Ethiopie, Fidji, Ghana, Guatemala, Honduras, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Kenya, République khmère, Koweït, Laos, Liban, République arabe libyenne, Malaisie, Mali, Mexique, Népal, Nicaragua, Nigéria, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, Roumanie, Rwanda, Arabie Saoudite, Sénégal, Singapour.

Votent contre : Suède, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Australie, Belgique, Canada, Finlande, Irlande, Japon, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Afrique du Sud.

S'abstiennent : République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Autriche, Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Tchécoslovaquie, Danemark, France, Grèce, Hongrie, Islande, Israël, Italie, Madagascar, Mongolie, Pologne, Portugal, Espagne.

Par 66 voix contre 13, avec 18 abstentions, l'ensemble du paragraphe 4 du dispositif est adopté.

Sur la demande du représentant du Chili, il est procédé au vote par appel nominal sur l'ensemble du projet de résolution A/C.2/L.1199/Rev.1.

L'appel commence par l'Oman, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour : Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, Roumanie, Rwanda, Arabie Saoudite, Sénégal, Singa-

pour, Soudan, Souaziland, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Afghanistan, Algérie, Argentine, Bahreïn, Barbade, Bolivie, Brésil, Birmanie, Cameroun, République centrafricaine, Ceylan, Chili, Colombie, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Dahomey, Equateur, Egypte, El Salvador, Ethiopie, Fidji, Ghana, Grèce, Guatemala, Honduras, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Kenya, République khmère, Koweït, Laos, Liban, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mali, Mexique, Népal, Nicaragua, Nigéria.

Votent contre : Suède, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Australie, Belgique, Canada, Danemark, Finlande, Irlande, Japon, Nouvelle-Zélande, Norvège.

S'abstiennent : Pologne, Portugal, Afrique du Sud, Espagne, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Autriche, Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Tchécoslovaquie, France, Hongrie, Islande, Israël, Italie, Mongolie, Pays-Bas.

Par 69 voix contre 12, avec 17 abstentions, l'ensemble du projet de résolution A/C.2/L.1199/Rev.1 est adopté.

29. M. MASSONET (Belgique) dit que sa délégation a voté contre le projet de résolution pour les raisons suivantes : le cinquième alinéa du préambule est contraire à un principe qui est établi et utilisé par un certain nombre d'organisations internationales et en particulier par le GATT. En ce qui concerne le septième alinéa du préambule, celui-ci constitue une critique à l'égard d'un petit nombre de pays; la délégation belge a l'intention de continuer de travailler dans le cadre des structures monétaires existantes. Elle juge le paragraphe 1 du dispositif inacceptable parce qu'il n'y est fait nulle part mention des questions de balance des paiements et de stabilité monétaire. L'alinéa a du paragraphe 4 ne peut être approuvé; il est équivoque et vise à contester les compétences du Groupe des Dix. L'alinéa c du même paragraphe tend à maintenir les taux de change dans d'étroites marges de fluctuation, ce qui est contraire à l'esprit des déclarations du Fonds, à ce qui a été proposé par un nombre important de gouvernements lors de la dernière réunion du FMI. D'autre part, la délégation belge ne croit pas qu'il s'impose de créer de nouvelles liquidités internationales supplémentaires comme il est dit à l'alinéa d. Elle partage, en ce qui concerne l'alinéa e, les vues exprimées par le représentant de l'Australie. L'établissement d'un système permanent de garanties dont il est question à l'alinéa f est une mesure qui n'est pas justifiée et peu réaliste. Enfin, la répartition des voix au Fonds monétaire international dont il est question à l'alinéa g a été déterminée en fonction des responsabilités monétaires des différents membres du Fonds.

30. M. McCARTHY (Royaume-Uni) dit que la principale objection de sa délégation au projet est qu'on a fait savoir clairement qu'il ne pourrait faire l'objet de négociations. Cela est peut-être conforme à la lettre de la Charte, mais cela en viole l'esprit. M. McCarthy s'est prononcé contre les cinquième et septième alinéas du préambule parce que le libellé de ces alinéas présente les faits de façon erronée. Il a

également voté, au paragraphe 4 du dispositif, contre les alinéas *e*, *f* et *g* et contre le maintien des six derniers mots de l'alinéa *c* parce qu'à son avis ces alinéas ont trait à des questions extrêmement techniques qui dépassent la compétence de la Commission. S'il y avait eu un vote séparé, la délégation britannique aurait voté pour les alinéas *a* et *d* comme elle s'est prononcée pour l'alinéa *b*.

31. M. VIAUD (France) regrette que l'on n'ait accordé aucune attention à la suggestion qu'il avait faite au cours du débat. La France se livre actuellement à des négociations délicates dont son avenir économique dépend en partie. La délégation française s'est donc vue forcée de voter contre certaines dispositions du projet de résolution qui auraient pu rendre ces négociations plus difficiles, cela bien qu'elle appuie le principe selon lequel le plus grand nombre de pays possible doivent prendre part aux décisions monétaires qui les affectent. M. Viaud a constaté avec un profond regret que le vote semble ranger les pays en voie de développement contre les pays développés et qu'il ne contribuera en rien à l'amélioration de la situation monétaire existante. Les résultats du vote montrent que l'opposition au projet est due principalement au fait que, en raison de la répugnance des auteurs à négocier, le sujet extrêmement important dont il est question n'a pas reçu toute l'attention qu'il méritait.

32. M. RASOLOMANANA (Madagascar) dit qu'il a voté pour le projet de résolution dans son ensemble afin de prouver qu'il partageait l'inquiétude de la majorité des représentants dans ce domaine. Il s'est abstenu sur les alinéas *f* et *g* du paragraphe 4 du dispositif parce qu'il éprouvait quelques difficultés à en accepter les dispositions. Il se serait également abstenu si l'introduction au paragraphe 4 du dispositif avait été mise aux voix séparément, et c'est pourquoi il s'est abstenu sur le paragraphe 4 dans son ensemble.

33. M. ISAKSEN (Danemark) dit que sa délégation s'est vue contrainte de voter contre le projet de résolution en raison de la répugnance des auteurs à négocier sur un texte qui traite de problèmes complexes et de la plus grande importance. La délégation danoise s'est abstenue lors de tous les votes séparés parce qu'elle ne voyait guère de logique ou de sens à la mise aux voix des dispositions d'un texte sur lequel on ne pouvait pas négocier.

34. M. MORENO (Cuba) dit que sa délégation s'est abstenue sur les alinéas *b*, *e* et *g* parce qu'elle est convaincue que le Fonds monétaire international est, depuis sa fondation, une institution pernicieuse. Cuba n'est pas membre du Fonds et ne le considère pas comme l'organe indiqué pour réorganiser le système monétaire international. C'est uniquement pour cette raison que la délégation cubaine n'a pas voulu se joindre aux auteurs du projet de résolution; elle appuie cependant toutes les autres dispositions du texte et a voté pour le projet dans son ensemble.

35. M. CAVAGLIERI (Italie) dit que sa délégation comprend les appréhensions du Groupe des Soixante-Dix-Sept touchant les répercussions éventuelles de la situation monétaire internationale sur l'économie des pays en voie de développement. Elle a approuvé un certain nombre des dispositions du projet et en particulier les trois

premiers paragraphes du dispositif; elle se trouve cependant dans l'impossibilité d'en appuyer d'autres — portant, pour certains, sur des questions techniques — qui sont peu réalistes ou qui ne devraient être discutées que dans le contexte d'une réforme monétaire générale. C'est pour ces motifs que la délégation italienne aurait voté contre le quatrième alinéa du préambule s'il avait été mis aux voix séparément et qu'elle a voté contre le septième alinéa du préambule dans lequel il n'est pas tenu compte des négociations délicates qui ont lieu actuellement. Elle s'est vue forcée de voter contre les alinéas *b*, *f* et *g* pour des raisons analogues.

36. M. GUELEV (Bulgarie) rappelle que, à la 1380ème séance de la Commission, la délégation bulgare avait déclaré qu'il n'y avait guère lieu d'analyser la situation économique dans le monde capitaliste si cette analyse revenait en fin de compte à tenir des discussions toutes théoriques sur les problèmes financiers et monétaires sans aller jusqu'aux racines du mal. Ce sont justement ces éléments essentiels qui font défaut dans la résolution qui vient d'être adoptée et la délégation bulgare s'est en conséquence abstenue. Elle tient néanmoins à assurer aux auteurs qu'elle est très sensible à leur appel et que, comme les autres pays socialistes, la Bulgarie approuve l'esprit de cette résolution.

37. M. ZAGORIN (Etats-Unis d'Amérique) dit que, bien qu'ayant voté contre l'adoption de la résolution dans son ensemble et de certaines parties de cette résolution, il appuie sans réserve le premier alinéa du préambule.

38. M. RUTTEN (Pays-Bas) déclare qu'il s'est prononcé contre l'adoption du septième alinéa du préambule, estimant tout à fait injustifiées les critiques qui y sont formulées. Il a voté contre les alinéas *c*, *e*, *f* et *g* du paragraphe 4 parce que les questions hautement techniques qui y sont traitées font encore l'objet de discussions au sein d'autres organes. Il s'est abstenu sur le projet de résolution dans son ensemble parce que ce texte contient un certain nombre d'éléments tout à fait inacceptables. La délégation néerlandaise regrette en conclusion qu'il n'ait pas été possible d'établir un dialogue avec les auteurs de la résolution.

39. M. SPENCER (Canada) dit que sa délégation s'est abstenue sur le cinquième alinéa du préambule parce que le sens n'en était pas clair et que les arguments qui y sont présentés ne sauraient être retenus en tant que principe général. Elle a voté contre le septième alinéa du préambule parce qu'en fait le Groupe des Dix n'a pas pris de décision obligatoire en marge du Fonds. Au paragraphe 4 du dispositif, elle s'est abstenue sur l'alinéa *b* parce que le terme "rétablissement" ne décrit pas avec exactitude la situation véritable et parce que les mots "et notamment" ne paraissent pas justifiés. Elle a voté contre le maintien des mots "taux de change avec des marges étroites de fluctuation" à l'alinéa *c* parce qu'elle n'est pas en faveur des marges étroites de fluctuation d'autant plus que cette question fait encore l'objet d'une étude technique. Elle a voté contre l'alinéa *e* qui va au-delà de ce que le Canada pourrait accepter concernant la création d'un lien entre les droits de tirage spéciaux et les ressources supplémentaires pour le financement du développement. Elle a voté contre l'alinéa *f* parce que la proposition qui y est formulée peut

difficilement être appliquée en tant que principe général au stade actuel, et elle s'est également prononcée contre l'alinéa *g*, ne perdant pas de vue que les pays en voie de développement ont déjà plus de voix qu'il ne leur en reviendrait si l'on se basait sur le montant de leurs quotas. Malgré tout, la délégation canadienne comprend pleinement les motifs qui ont inspiré les auteurs de la résolution et le fait que tous les pays souhaitent participer aux processus de la prise de décisions susceptibles d'influer sur leur bien-être.

40. M. GATES (Nouvelle-Zélande) indique que, si sa délégation a voté contre le projet de résolution, c'est surtout parce qu'elle n'aimait pas voir utiliser les tactiques

d'inflexibilité et de vote en bloc. Elle est opposée à la teneur du quatrième alinéa du préambule et ne voit pas la logique du cinquième. Elle se dissocie entièrement des déclarations formulées au septième alinéa du préambule. En ce qui concerne le paragraphe 3 du dispositif, le représentant de la Nouvelle-Zélande répète que son pays s'apprête à appliquer le système généralisé de préférences le 1er janvier 1972. En conclusion, malgré sa sympathie pour les idées exprimées aux alinéas *a*, *b*, *c* et *d*, la délégation néo-zélandaise ne peut accepter le paragraphe 4 dans son ensemble comme représentant ses vues.

La séance est levée à 23 h 55.